

Six mois après le 11 mars, le Japon en perdition ?

Jean-Marie Bouissou

► **To cite this version:**

| Jean-Marie Bouissou. Six mois après le 11 mars, le Japon en perdition ?. 2011. <hal-01069509>

HAL Id: hal-01069509

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01069509>

Submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SIX MOIS APRÈS LE 11 MARS, LE JAPON EN PERDITION ?

Jean-Marie Bouissou

(Directeur de recherche au CERI Sciences Po)

Au lendemain du tsunami du 11 mars dernier, la dignité et le courage des Japonais ont fait l'admiration de l'Occident. Puis est venu l'étonnement, devant l'accumulation de fautes qui a causé la catastrophe nucléaire de Fukushima (mépris des règles de sécurité, faillite des organismes de contrôle vassalisés par le lobby nucléaire, panique à la centrale le jour du cataclysme). Aujourd'hui, sur fond de rancunes personnelles qui déchirent le parti démocrate japonais (PDJ) au pouvoir depuis 2009 et alors que le Premier ministre vient de changer pour la sixième fois en six ans, l'incompréhension domine devant ces divisions, dans un pays où l'union nationale semblerait de rigueur.

Le Japon n'est plus conforme à l'image que l'Occident s'en était forgée. Où sont les vertus, la cohésion et le dynamisme qui en ont fait une si grande nation ? Comment est-il possible, au pays d'Hiroshima, que le débat sur le nucléaire – dont 70 % des Japonais veulent sortir¹ – soit en train d'être étouffé, alors que la situation reste critique à Fukushima ; que 110 000

¹ D'après les sondages réalisés par le grand quotidien *Yomiuri*, pourtant soutien indéfectible de l'industrie nucléaire.

personnes qui vivent dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale ont été chassées de chez elles, où elles ne reviendront certainement pas ; que 76 000 de plus pourraient l'être, et qu'à moins de 250 kilomètres de Tokyo, une région vaste comme six fois Paris *intra muros* est désormais inhabitable² ? Ce qui n'a pas empêché le très puissant groupe de pression des entreprises du nucléaire d'obtenir des autorités, pour la première fois depuis le 11 mars, le redémarrage d'un réacteur qui avait été arrêté pour maintenance.

Depuis 20 ans, l'économie japonaise est en crise. Les dégâts sociaux sont énormes : chômage³, précarisation massive du travail, explosion des inégalités et du taux de pauvreté⁴. Cette crise est, aujourd'hui, aggravée par les conséquences des événements du 11 mars, mais aussi par la malédiction d'une monnaie contracyclique, qui s'apprécie quand la conjoncture mondiale se détériore, au détriment des exportateurs nippons. Alors que le PIB s'est contracté de 1,4 % au premier semestre, le yen a atteint son plus haut historique face au dollar le 19 août. Nul besoin d'être grand clerc pour penser que nombre d'entreprises japonaises pourraient délocaliser une partie au moins de leurs activités de production dans des pays où la nature est moins menaçante et les fluctuations monétaires moins défavorables.

Le Japon est accablé par une dette publique qui dépasse 220 % du PIB. L'agence de notation Moody's l'a récemment dégradé à Aa3 – sans aucun effet pratique, puisque l'État japonais emprunte presque exclusivement auprès des investisseurs institutionnels nippons, à des taux aussi bas que ceux dont l'Allemagne bénéficie sur les marchés. Depuis 20 ans, cette facilité permet aux gouvernements de gérer la crise à coups de plans de relance, dont le dernier en date représente l'équivalent de 44 milliards d'euros. Mais l'épargne accumulée dans l'Archipel (habituellement évaluée à 12 000 milliards de dollars) n'y suffira pas éternellement.

L'augmentation de la TVA, aujourd'hui à 5 %, procurerait des recettes considérables. Le gouvernement veut partager avec l'opposition la responsabilité d'une décision si impopulaire. Or celle-ci, sans rien promettre, en a déjà profité pour imposer au PDJ d'abandonner l'essentiel de son programme social. Ce recul signe l'échec d'une alternance que les Japonais avaient attendue pendant 64 ans. La crédibilité de la classe politique est anéantie. Les démocrates y ont contribué par leur amateurisme et leurs querelles suicidaires. Mais la responsabilité incombe, plus encore, aux médias dont la chasse aux hommes politiques est

² Zone évacuée : environ 630 kilomètres carrés (un demi-cercle de 20 kilomètres de rayon. Paris *intra muros* : 105 kilomètres carrés.

³ Officiellement limité à 5 % mais massivement sous-estimé et très peu indemnisé.

⁴ Estimé à 17,2 % par l'OCDE, contre 10,7 % en moyenne dans l'organisation.

le sport favori : la donation minimale d'un résident étranger à un homme politique ⁵ ou une expression maladroitement aussitôt reprise en boucle suffisent aujourd'hui à mettre en difficulté un chef de gouvernement ou à détruire un ministre. Ce faisant, les médias – toutes tendances confondues – flattent une opinion revenue de tout et imposent leur puissance à une classe politique qu'ils terrifient.

Les déficiences de cette dernière ont longtemps semblé être compensées par l'efficacité de l'État. L'Administration a souvent été créditée du « miracle » qui a rétabli le Japon dans son rôle de grande puissance après 1945. Mais, six mois après le tsunami, près de la moitié des ruines n'a pas été déblayée, des dizaines de milliers de sinistrés vivent encore dans des refuges provisoires et plus d'un millier de corps attendent toujours d'être identifiés. Un maquis de règlements entrave la reconstruction. Impossible de détruire l'épave d'un véhicule sans l'autorisation de son propriétaire, fût-il mort ou disparu, impossible également de déplacer les bâtiments publics détruits hors des zones ravagées par le tsunami, car les textes prévoient des subventions uniquement pour reconstruire sur le lieu de la catastrophe. Autour de Fukushima, le flou et l'arbitraire prévalent dans la délimitation des zones dangereuses et la fixation, par les autorités, du niveau « acceptable » de radiations⁶.

Le moral du pays est ébranlé, comme en témoigne l'effondrement de la natalité (1,3 enfant par femme), ou les résultats du très inquiétant sondage *2011. La jeunesse du monde*⁷, qui montre que les jeunes Japonais ont peur de la mondialisation, sont mécontents, voire pessimistes, n'ont pas plus confiance en eux qu'en les autorités et sont dépourvus de tout désir de s'engager. Le choc du 11 mars aurait pu ressouder et redynamiser la nation. Mais les médias ont beau multiplier les reportages sur les volontaires qui s'activent dans les zones sinistrées, on semble loin de l'élan qui avait porté un demi-million de citoyens vers Kobé au lendemain du séisme de 1995. Et, au lieu de la solidarité espérée, les déplacés de la catastrophe nucléaire semblent exposés au même ostracisme que celui qui a fait des *hibakusha*⁸ des parias dans leur propre pays. Ainsi, des plaquettes votives fabriquées dans le bois des pins déracinés par le tsunami et qui portaient des messages destinés aux 2 140 victimes de la commune de Rikuzen Takata ont été envoyées à la ville de Kyoto pour

⁵ Seuls les nationaux ont le droit de contribuer au financement de la vie politique.

⁶ De nombreuses poches de forte radioactivité ont été repérées hors de la zone des 20 kilomètres qui a été évacuée et la zone des 30 kilomètres qui pourrait l'être également est délimitée de telle manière que les maisons situées d'un côté d'une rue seraient évacuées, mais pas celles situées juste en face...

⁷ Réalisé dans 27 pays par la Fondation pour l'innovation politique, auprès de 32 700 jeunes de 16 à 29 ans. Téléchargeable sur <http://www.fondapol.org/etude/2011-la-jeunesse-du-monde/>

⁸ Les survivants d'Hiroshima.

alimenter symboliquement le bûcher de *O-Bon*⁹ le plus célèbre du Japon. Elles ont été froidement retournées à l'envoyeur, par peur des radiations...

Les maux dont souffre le Japon – économie en berne, société en souffrance, endettement, État en perte d'efficacité, classe politique décrédibilisée, doute et cynisme de l'opinion – se retrouvent, peu ou prou, dans tous les « vieux » pays développés. Mais l'Archipel doit faire face à une menace qui ne pèse que sur lui : déplacé de plus de cinq mètres par le gigantesque séisme du 11 mars, il repose sur un assemblage de plaques tectoniques en plein réajustement. La probabilité qu'il soit frappé par un nouveau cataclysme majeur au cours des prochaines décennies ne saurait être écartée et la région de Tokyo est particulièrement menacée. Le pays a les moyens techniques et même financiers, de s'y préparer. Tout comme il a ceux de faire des zones ravagées par le tsunami le laboratoire d'un nouveau modèle d'urbanisme et de (re)mise en valeur du territoire, prenant en compte toutes les exigences du développement durable. Mais il faut pour cela des ressources qui semblent aujourd'hui en voie de disparition, et pas seulement au Japon : une vision à long terme, une forte cohésion nationale et la foi dans l'avenir.

⁹ La Fête des morts, à la fin de laquelle de grands feux sont allumés pour aider les défunts à trouver leur chemin vers l'au-delà.